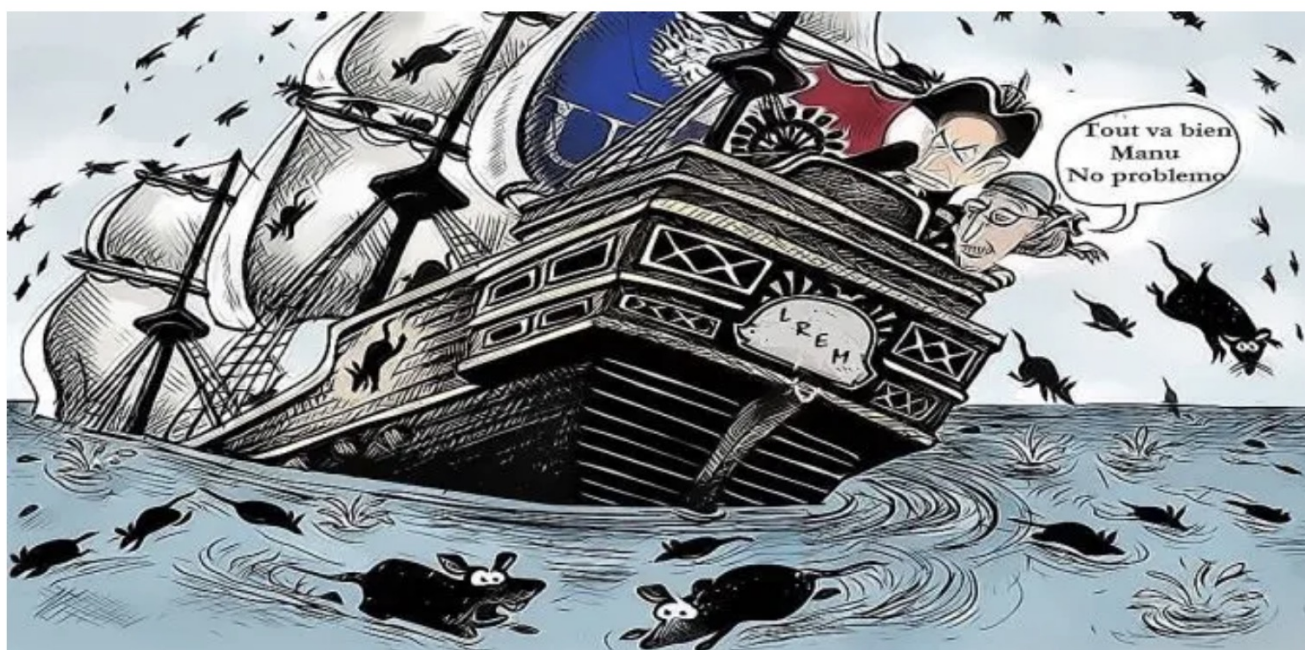


La faillite de la France et l'explosion de la zone euro sont inéluctables

écrit par Marc Rousset | 6 janvier 2023



Il n'y a plus que l'inconscient technocrate Macron pour ne pas croire aux sombres prédictions économiques de 2023, alors que les raisons sont nombreuses : sanctions économiques suicidaires et contre-productives avec la Russie, poursuite de

l'inflation, des prix délirants, variables et incompréhensibles de l'électricité pour les entreprises, les artisans, les boulangers, les restaurateurs, les PME qui ne peuvent être abaissés que par la fin du Système mis en place, une véritable usine à gaz inventée par Macron afin de brouiller les cartes (établissement d'un prix clair, juste et compréhensible de l'électricité en sortant du marché européen comme en Espagne et au Portugal ou en pratiquant une politique claire du « quoi qu'il en coûte » comme en Allemagne), hausse des taux d'intérêt, dégonflement des bulles boursières, obligataires et immobilières, risques de croissance zéro et de récession en Europe, hausse des faillites à venir, double déficit du budget public et de la balance commerciale, dégradation de la notation de la dette française, crise latente de l'UE et explosion inéluctable à venir de la zone euro, tout cela dans un monde malsain avec un endettement public mondial de 96 % du PIB mondial, et même de 247 % si l'on ajoute la dette des ménages et des entreprises !

La France de plus en plus désindustrialisée s'est éloignée de l'Allemagne et des pays de l'Europe du Nord pour devenir un pays de l'Europe du Sud surendetté et non compétitif qui n'attire plus les grands investisseurs industriels (Tesla, projets d'usines de puces, semi-conducteurs tous dirigés vers l'Allemagne). La dette publique française est passée de 20 % du PIB en 1980, à 58 % en 2000, 85 % en 2010 pour atteindre le ratio insoutenable de 114,5 % en 2022. La dette française (2956,8 milliards d'euros) approche les 3000 milliards d'euros et a progressé de 115,9 milliards d'euros en un an.

La France s'enlise en matière de dette avec le cinquième rang dans le peloton de queue européen, après la Grèce (171,1%), l'Italie (144,6%), le Portugal (115,9 %) et l'Espagne (114 %) alors que le taux des obligations du Trésor français (OAT) à dix ans vient de dépasser les 3 %, soit le taux de début 2012, pour la première fois ; il y a un an le taux était de seulement 0,20 %. On assiste donc à une véritable envolée des

taux d'intérêt. En un an, en 2022, les intérêts de la dette publique ont augmenté de 34 % pour atteindre 51 milliards d'euros. Mais selon le Président de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, chaque point d'augmentation sur les taux d'intérêt se traduira en effet pleinement, seulement au bout de 10 ans (emprunts nouveaux pour remplacer progressivement la totalité des anciens emprunts venant à échéance), par une augmentation annuelle de 40 milliards d'euros de la charge de la dette, soit le montant du budget des Armées.

A terme, donc, au bout de 10 ans, la seule augmentation de taux d'intérêt à 3% correspondra d'ores et déjà à une charge irréversible et insupportable de 120 milliards d'euros ! Les 51 Milliards d'euros actuels d'intérêt au budget 2023 ne représentent donc que moins de 50% des 120 milliards d'euros d'intérêt à venir ! Si les taux d'intérêt devaient s'élever dans les années qui viennent de 3 % à 6 %, au bout de 10 ans, la France devrait payer 240 milliards d'intérêt, soit 80 % des recettes du budget de l'Etat qui est de l'ordre de 300 milliards d'euros ! Or l'Italie paie déjà 4,63 % de taux d'intérêt et l'Allemagne seulement 2,50 %. Pas besoin donc de sortir de Centrale ou de Polytechnique pour réaliser vers quelle catastrophe la France se dirige, même si les taux d'intérêt devaient rester à 3%, et a fortiori s'ils devaient passer par malheur à 6% !

Le spectre d'une envolée des faillites (Camaïeu, Scopelec) glace d'effroi un grand nombre d'entreprises : inflation, pénuries, remboursements des prêts publics PGE, explosion du prix des matières premières, de l'énergie, tel est le cocktail explosif qui fragilise les entreprises. L'agence de notation Fitch estime à 7,6 milliards d'euros les créances françaises à risque qui pourraient partir en fumée !

La France sera donc rattrapée en 2023 par un choc énergétique, alimentaire et financier. La croissance sera au mieux de 0,3 %, l'inflation d'environ 6 %, le chômage de 7,5 % minimum,

avec 9 millions de pauvres, un déficit public de 6 % du PIB, et un déficit commercial supérieur à 160 milliards d'euros, soit un double déficit insoutenable !

En matière boursière, le CAC 40 est parvenu à limiter la casse en 2022 (-9 %) car les valeurs du luxe, Total et Thalès se sont très bien comportées, mais la plupart des grandes valeurs industrielles ont plongé d'environ 20 %. Les fameuses valeurs vertes (ESG) pour les naïfs et les bien-pensants ont davantage baissé que le CAC 40 (-11 %). Quant aux marchés obligataires, ils ont été laminés par la hausse des taux. Depuis leur sommet de septembre 2021, les marchés obligataires ont déjà perdu 20 %. Lombard Odier constate que « sur les cent dernières années, seules trois, 1931, 1969, et désormais 2022 ont enregistré des performances négatives à la fois sur les marchés obligataires et sur les marchés d'actions ». De nombreux analystes jugent qu'une récession économique, et donc une baisse des bénéfices est inévitable en 2023, ce qui pourrait entraîner les indices boursiers à poursuivre leur repli, avec la prolongation d'un krach obligataire encore plus violent.

Aux Etats-Unis, les actions à la Bourse de New York ont perdu en moyenne 20 % de leur valeur en 2022, ce qui est la quatrième perte boursière la plus importante depuis la deuxième guerre mondiale (-33% pour le Nasdaq des valeurs technologiques, -8,5 % pour le Dow Jones et -19,7 % pour le S&P500). Cette chute de 2022 à Wall Street se situe, pour l'instant seulement, derrière la crise financière et immobilière de 2008 quand le marché boursier avait perdu 38,5 %, puis le krach de 1974 avec une chute de 29,7 %, et enfin l'implosion de la bulle internet en 2002 lorsque le marché avait fondu de 23,4 %.

L'économiste américain Peter Schiff prédit que le dollar américain, suite à sa chute de 10 % fin 2022, connaîtra « l'une des pires années de son histoire » en 2023, ce qui n'est pas nécessairement une bonne nouvelle pour l'euro qui, comme le dollar, suite au scandaleux hold-up des actifs de la

Banque Centrale de Russie, a aussi définitivement perdu son statut de monnaie de réserve. La chute des prix des actifs boursiers ou immobiliers devrait continuer, selon Peter Schiff, car les valorisations aux Etats-Unis restent encore élevées, mais l'inflation, elle, va empirer, car les prix à la consommation vont continuer d'augmenter. Schiff a enfin exprimé, à juste titre, son dédain, pour le Bitcoin, objet spéculatif sans valeur intrinsèque qui, par sa technologie incompréhensible, attire les escrocs manipulateurs.

Selon la directrice du FMI Kristalina Georgieva, « 2023 sera pire que 2022 et un tiers de l'économie mondiale sera en récession ». Le grand gagnant de la guerre en Ukraine, ce sont les Etats-Unis. Près de 50 % des Etats membres de l'UE devraient connaître la récession en 2023.

En Italie, Giorgia Meloni se fait du souci et s'en prend à la BCE, suite à l'augmentation actuelle et future des taux, et suite à la décision de diminuer de moitié les rachats de bons du Trésor par la BCE à compter du 1er mars 2023. Rome considère que la hausse des taux provoquera une récession sans grand effet sur une inflation causée par les coûts de l'énergie, suite à la guerre en Ukraine. Rome s'inquiète de devoir solliciter directement les marchés en 2023, avec 330 milliards d'euros d'émissions brutes, sachant que la BCE, qui a acheté beaucoup de dette italienne, en reprendra moitié moins. Un emprunt national sollicitant l'épargne des ménages italiens est déjà envisagé.

L'UE qui va basculer dans la récession voit renaître le risque systémique de la zone euro, suite au resserrement monétaire de la BCE. Les taux longs sont repartis à la hausse depuis la réunion de la BCE du 15 décembre 2022, au cours de laquelle Christine Lagarde a laissé entendre que deux ou trois nouvelles hausses des taux directeurs pourraient intervenir en 2023. La BCE donne désormais la priorité à la lutte contre l'inflation et va donc poursuivre la hausse des taux et la politique de réduction de son bilan. La France insouciante

avec son endettement public et privé de 361 % du PIB, va donc se fracasser, comme la Grèce en 2009, l'Italie en 2011 ou le Royaume-Uni en 2022 contre le mur de la dette.

La distorsion des risques et des taux d'intérêt (Allemagne 2,6 %, Italie 4,5 % avec un taux d'endettement de 150 % du PIB) entre les différents membres de la zone euro constitue un problème majeur insoluble, avec à terme une explosion à venir ! La BCE peut seulement retarder la date de l'explosion, en acceptant l'inflation, contrairement à la Fed américaine, et en renonçant donc à la lutte contre ce fléau destructeur.

Quant à l'envol passager des bourses tout début janvier 2023, suite à la baisse du prix du gaz et à la baisse espérée de l'inflation à venir, elle n'est qu'une preuve de plus de l'instabilité des bourses : une hirondelle ne fait pas le Printemps ! La sortie définitive de la Chine de la politique zéro Covid, en mars 2023, en dopant la demande des consommateurs chinois et de l'industrie chinoise, remettra certainement en cause l'euphorie boursière passagère du gaz et du pétrole bon marché, de l'électricité moins chère et de la diminution prochaine de l'inflation des produits de consommation.

La zone euro a toutes les chances d'éclater car la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce ne sont plus que des morts-vivants en attente de faillite. Il ne faut donc pas s'étonner, comme le journal Les Echos, de la remontée actuelle des cours de l'or, valeur refuge par excellence, à 1855 dollars l'once, au moment où la France de Macron, démocratie occidentale en décadence accélérée sous protectorat américain de l'OTAN, va bientôt très chèrement payer la note de son insouciance depuis 40 ans, de son laxisme, de sa non réduction des dépenses publiques avec 2 millions de fonctionnaires en trop, de ses charges sociales et fiscales trop élevées rendant le pays non compétitif, de sa stupide politique énergétique du non nucléaire et du réchauffement climatique non démontré scientifiquement par l'homme, du renoncement aux valeurs

traditionnelles patrie-famille-travail qui ont fait sa grandeur, de son idéologie mortifère en matière sociétale, de l'absence de politique familiale pour payer les retraites, de sa stupide politique étrangère avec la Russie qui est exactement le contraire de celle du général De Gaulle, de la folie suicidaire des sanctions de l'UE, de sa lâcheté face à l'invasion migratoire extra-européenne avec un coût annuel insupportable de 83 milliards d'euros, soit deux fois le budget actuel de l'Armée française !

Marc Rousset

Auteur de « Comment sauver la France/ Pour une Europe des nations avec la Russie »

<https://ripostelaique.com/la-faillite-de-la-france-et-lexplosion-de-la-zone-euro-sont-ineluctables.html>